

Unité départementale de la Marne  
10 rue Clément ADER  
BP 177  
51685 REIMS CEDEX 2

Reims, le 02/06/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ONYX EST**

LD LE GRAND MONTFORT  
51490 BEINE-NAUROY

Références : SM3 AG/SLL n°D3 i 2022-455

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2022 dans l'établissement ONYX EST implanté LD LE GRAND MONTFORT 51490 BEINE-NAUROY. L'inspection a été annoncée le 13/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'est déroulée le 19 mai 2022, à la suite de la transmission du rapport de conformité des travaux de création de la subdivision A11. L'inspection des installations classées doit procéder à une visite de site avant tout dépôt de déchets dans cette nouvelle subdivision.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX EST
- LD LE GRAND MONTFORT 51490 BEINE-NAUROY
- Code AIOT dans GUN : 0005701422
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

ONYX EST est une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation pour les activités de :

- tri de déchets industriels
  - plateforme de valorisation du bois
  - installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND)
  - dépôts de matériaux inertes
  - plateforme de regroupement, déconditionnement et transfert de biodéchets
- Elle se situe sur la commune de Beine-Nauroy (51).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- réception des travaux de création de subdivision de casier
- vérification de la barrière de sécurité passive
- réalisation des analyses sur les eaux souterraines
- réalisation des analyses de la radioactivité sur les eaux souterraines
- présence du certificat d'acceptation préalable (CAP)
- présence des contrôles du réseau de biogaz

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24	/	Lettre de suite préfectorale
Radioactivité	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24	/	Lettre de suite préfectorale
Biogaz	Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 8.4.3.5.5.	/	Lettre de suite préfectorale
Panneau de signalisation et d'information	AP Complémentaire du 12/09/2016, article 7.2.1	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Réception des travaux de création de subdivision de casier	AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.4.1.6	/	Sans objet
Programme d'échantillonnage et d'analyse	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18	/	Sans objet
Certificat d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 29	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant :

- d'analyse et de rechercher les causes des résultats des analyses de sodium et de radioactivité sur le piézomètre 2 (PZ2) ;
- de revoir les panneaux de signalisation et d'information à l'entrée du site (non visibles) ;
- de prévoir l'analyse mensuelle de l'H<sub>2</sub>O dans le biogaz.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Réception des travaux de création de subdivision de casier

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/09/2016, article 8.4.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Travaux d'aménagement de casier de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant le début des premières opérations de stockage, l'exploitant doit informer le préfet de la fin des travaux d'aménagement par un dossier technique réalisé par un organisme tiers établissant la conformité aux conditions fixées par l'arrêté d'autorisation. Le préfet fait alors procéder par l'inspection des installations classées, avant tout dépôt de déchets, à une visite du site afin de s'assurer de la conformité de l'installation avec le présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé un dossier de conformité des travaux de création de la subdivision A11 et l'a envoyé à l'inspections des installations classées le 11/05/2022. L'inspection des installations classées s'est rendu le 19/05/2022 sur site pour s'assurer de la conformité de l'installation avec le présent arrêté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Programme d'échantillonnage et d'analyse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vérification de la barrière de sécurité passive
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.
<b>Constats :</b> Au travers son dossier de conformité des travaux de la subdivision A11 transmis à l'inspection des installations classées, l'exploitant a décrit le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière passive de la subdivision. Par sondage, l'inspections des installations classées a pu constater que les analyses sont conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation et à l'arrêté ministériel de prescriptions générales. L'exploitant indique également que : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'historique des rapports de conformité est conservé sur son réseau et que les documents sont consultables ;</li><li>- les comptes-rendus de chantier sont réalisés toute les semaines ;</li><li>- en cas de non-conformité avérée lors des analyses et mesures réalisées par les bureaux d'études ou les géomètres sur les casiers en travaux, les travaux sont repris immédiatement afin de lever la non-conformité (exemple : argile trop filtrant, manque d'épaisseur, etc.).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réalisation des analyses sur les eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, à minima tous les six mois, une analyse des eaux souterraines sur les paramètres définis ci-après [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant indique réaliser les analyses aux fréquences suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- eaux souterraines : 4 analyses par an</li><li>- post exploitation : 2 analyses par an</li></ul> <p>Le bureau d'études Aspect Service Environnement réalise, pour le compte de l'exploitant et chaque année, des conclusions sur l'impact du site à partir des résultats des analyses sur les eaux souterraines.</p> <p>Par sondage, l'inspection constate des variations à la hausse pour les paramètres Chlorures, Sodium et Potassium au niveau du piézomètre PZ2. Aucune analyse de ces variations n'est présentée dans le rapport annuel.</p> <p>Sur le rapport d'activité 2021 et les suivants, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- faire apparaître l'emprise du site sur la cartographie des piézomètres ;</li><li>- indiquer le sens d'écoulement de la nappe sur cette même cartographie ;</li><li>- faire apparaître les graphiques d'évolution des concentrations des éléments sodium, chlorures et potassium au fil des années (comme c'est déjà le cas pour les chlorures) ;</li><li>- vérifier l'intégrité physique du piézomètre PZ2 ;</li><li>- pouvoir conclure sur l'origine de ces mesures de sodium plus élevées qu'ailleurs.</li></ul>
<b>Observations :</b> Dans le cadre du rapport annuel d'activité 2022, il est attendu que l'exploitant réalise une interprétation des résultats d'analyse de PZ2. En fonction des résultats, un plan d'actions devra être proposé par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Radioactivité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réalisation des analyses de la radioactivité sur les eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant, via les laboratoires ASPECT (prélèvement) et SUBATECH (résultats), a réalisé des analyses de la radioactivité en 2017 et en 2021. La périodicité de 5 ans est donc bien respectée. L'inspection des installations classées a pu constater l'accréditation par le CNRS (UMR n°6457 – IN2P3/CNRS).
<p>Par sondage, l'inspection des installations classées constate également une augmentation des valeurs de certains paramètres de la radioactivité sur le piézomètre PZ2.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'analyser ces différences entre les piézomètres et de pouvoir conclure sur l'origine de ces variations sur le PZ2.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle : Certificat d'acceptation préalable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Présence du certificat d'acceptation préalable (CAP)
<b>Prescription contrôlée :</b> Un déchet n'est admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable (CAP). Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que sa procédure d'acceptation des déchets consiste à : <ul style="list-style-type: none"><li>- demander au producteur de déchet une analyse pour réception des déchets afin de déterminer si les seuils réglementaires sont respectés (fichier de l'exploitant : "étude acceptabilité") ;</li><li>- en cas de respect des seuils, l'exploitant émet un avis favorable et crée un certificat d'acceptation préalable (CAP) ;</li><li>- un CAP a une validité d'un an ;</li><li>- en cas de changement de processus de production des déchets, le producteur de déchets doit renouveler son CAP auprès de l'exploitant.</li></ul> L'exploitant précise qu'il est possible de demander une première analyse partielle du déchet pour statuer rapidement sur sa recevabilité avant de demander au fournisseur de déchet une analyse complète.  Par sondage, l'installation des installations classées constate le respect de la prescription.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Biogaz**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/09/2016, article 8.4.3.5.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Présence des contrôles du réseau de biogaz
<b>Prescription contrôlée :</b> Les contrôles réguliers doivent être effectués, selon les fréquences suivantes : Au moins une fois par semaine sur le site : <ul style="list-style-type: none"><li>- localisation d'éventuels dégagements d'odeur ;</li><li>- vérification de la dépression d'aspiration sur les points de captage en extrémité de lignes.</li></ul> Tous les mois sur les points de captage de biogaz : <ul style="list-style-type: none"><li>- vérification de la dépression d'aspiration sur les points de captage en extrémité de ligne ;</li><li>- analyse des teneurs en CH<sub>4</sub>, O<sub>2</sub>, CO<sub>2</sub> (APC2018 : ajout de CO, H<sub>2</sub>S, H<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>O).</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'il fait réaliser tous les semestres par la société APAVE les analyses des rejets de fumées et une analyse du réseau de biogaz. En interne, l'exploitant précise qu'il utilise le logiciel PRISM mis en place depuis début 2022 lors de la tournée journalière de vérification (paramètres de fonctionnement, heures engins, paramètres du biogaz, etc.). Lors de ses tournées, l'exploitant déclare faire des mesures du biogaz capté avec : <ul style="list-style-type: none"><li>- la saisie de commentaires particuliers (odeurs, fuites, etc.) ;</li><li>- la vérification de la dépression d'aspiration ;</li><li>- l'analyse des teneurs en CH<sub>4</sub>, O<sub>2</sub>, CO<sub>2</sub>, CO, H<sub>2</sub>S et H<sub>2</sub>.</li></ul> L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'ajouter l'analyse mensuelle du paramètre H <sub>2</sub> O conformément à l'arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale

**Nom du point de contrôle :** Panneau de signalisation et d'information

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/09/2016, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accès et circulation dans l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A proximité immédiate de l'entrée principale est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont inscrits :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- la désignation de l'installation ;</li><li>- les mots "Centre de traitement et de valorisation des déchets non dangereux, installation classée pour la protection de l'environnement au titre de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 ;</li><li>- les numéros et dates de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li><li>- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;</li><li>- les jours et heures d'ouverture ;</li><li>- les mots "accès interdit sans autorisation" et "Informations disponibles à" suivi de l'adresse de l'exploitant ou de son représentant ;</li><li>- le numéro de téléphone des pompiers, de la gendarmerie ou de la police ainsi que de la Préfecture de la Marne.</li></ul> <p>Ce panneau indique les différentes installations et le plan de circulation à l'intérieur de l'établissement. Il doit être en matériaux résistants, les inscriptions doivent être indélébiles et nettement visibles.</p> <p>L'exploitant assure une vérification régulière de la lisibilité des panneaux et intervient en cas de détérioration.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté sur place que les panneaux de signalisation et d'information sont masqués par la végétation et sont de ce fait non visible pour toute personne.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une réorganisation du site et de la circulation interne est en cours, l'inspection demande que soit intégrée la mise en conformité du panneau dans le cadre des travaux en cours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale